



Afin de lutter contre l'amplification de l'épidémie du Covid 19 et sans prendre l'avis du CHSCTM, le ministre Blanquer a transmis, jeudi 29 Octobre, un nouveau protocole sanitaire. Ces nouvelles modalités dérisoires et souvent inapplicables, sans aucun moyen supplémentaire ne correspondent absolument pas à la gravité de la situation et ne répondent ni à l'inquiétude, ni à la colère des personnels.

Vendredi 30 octobre à 21h, un mail nous apprend que les règles de la rentrée mises en place afin de permettre l'organisation d'un hommage à notre collègue assassiné Samuel Paty sont, sans prendre l'avis des syndicats, de nouveau modifiées et que les cours reprendront normalement à 8h sans possibilité pour les équipes de disposer du temps nécessaire à la préparation de cette rentrée inhabituelle.

Ces ordres et contre-ordres, ces décisions de dernières minutes au-delà de laisser les personnels livrés à eux-mêmes quant aux conditions sanitaires de rentrée et à l'hommage de notre collègue assassiné, montrent la méconnaissance et le peu de considération que le ministre porte au travail de l'ensemble des personnels de l'Education Nationale. Comment peut-il raisonnablement penser qu'un établissement scolaire peut changer son fonctionnement, ses emplois du temps, les heures de récréation, de passage à la cantine... en quelques jours ? Comment imaginer qu'un enseignant modifie sa progression et ses cours du jour au lendemain ? Les enseignants ont déjà dû pallier l'impréparation du ministre en mars dernier, sur leurs moyens propres ! A nouveau, c'est aux personnels de tenir à flot un Service public que Blanquer s'est évertué à massacer depuis qu'il est rentré dans l'Education nationale : cabinet du ministre, recteur, DGESCO et aujourd'hui ministre. Pire, après l'odieuse récupération de la douleur des professeurs de la part du gouvernement, dans le but d'étouffer notre colère, le ministère envoie la lettre de Jaurès qui doit être lue lundi aux élèves. Or, ces nouveaux champions de la liberté d'expression ont osé censurer un passage qui pourrait être compromettant envers la politique de Blanquer. Rendez-vous compte : Jaurès critique le culte de l'évaluation permanente et de la surcharge de travail induite par cette culture managériale que Blanquer impose avec son nouveau Bac !

Depuis de nombreux mois, nous vous avons fait parvenir nos revendications : embauche de personnels pour dédoubler les classes et assurer une désinfection fréquente des locaux et du matériel, abrogation du jour de carence, protection renforcée des personnels vulnérables, dépistage préventif des personnels et des élèves, masques conformes, reconnaissance du Covid 19 comme maladie professionnelle, recrutement de médecins de prévention.... Ces demandes sont restées à ce jour sans réponse. La seule proposition en cette rentrée à risque pour tous est : « ouvrez les fenêtres et faites au mieux ! ». Comme si cela n'était pas fait depuis septembre... Blanquer est-il à ce point déconnecté de la réalité ?

Nous sommes ainsi appelés à reprendre le travail dans des conditions disloquées, à faire cours dans des classes toujours pleines à craquer, sans les protections réglementaires efficaces, sans avoir le temps de nous organiser... Les personnels déjà épuisés par le surtravail engendré par l'accumulation des contre-réformes, par les changements permanents, sans information, sans formation remettant en cause sans cesse nos conditions de travail n'en peuvent plus !

Nous sommes favorables au maintien de l'ouverture des écoles, des collèges et des lycées mais pas à n'importe quel prix, pas en mettant en danger les personnels, les élèves et toutes les familles.

M. Le Ministre, en conséquence nous exigeons partout, des mesures réellement protectrices pour les personnels :

- tests préventifs massifs des élèves et des personnels
- fourniture de masques certifiés
- dédoublement des classes
- abandon du jour de carence

Dans cette situation très particulière, nous ne mettrons pas pour autant nos revendications plus générales sous le tapis car tout est lié. Défendre l'Ecole Publique, c'est défendre ses personnels, leurs statuts et leur autorité en leur donnant les moyens et les conditions pour assurer leurs missions. C'est donner des moyens à l'Ecole Publique ! Or, l'argent il y en a : en 2020, ce sont plus de 12 milliards d'euros d'argent public qui sont versés à l'école privée, en grande majorité confessionnelle et dans sa quasi-totalité catholique. Défendre l'Ecole Publique c'est prendre en compte leurs revendications portées par les organisations syndicales :

- Arrêt des sanctions contre les personnels mobilisés contre les réformes et respect des libertés et des droits ;
- Arrêt des suppressions de postes (1800 prévus à la rentrée 2021 alors que 20000 élèves en plus sont attendus), création de postes à la hauteur des besoins pour réduire le nombre d'élèves par classe
- Abrogation des contre-réformes qui dégradent les conditions de travail et l'Ecole publique : loi de la transformation de la Fonction Publique, loi pour « une école de la confiance », réforme du lycée, du Baccalauréat, des retraites...

De plus, nous déplorons l'hommage bâclé à notre collègue Samuel Paty ; dans ce contexte de remise en cause de la laïcité et d'une insécurité croissante, nous demandons :

- le respect strict de la loi de 1905 de séparation de l'Etat et des Eglises.
- L'application automatique et systématique de l'article 11 du statut général de la fonction publique qui stipule : « La collectivité publique est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée. Elle est tenue de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté »
- L'abrogation de la loi Débré de 1959 qui organise le financement de l'école privée avec de l'argent public
- Une réelle protection des personnels, en particulier enseignants, face aux pressions extérieures qu'elles soient religieuses, politiques, économiques, associatives, familiales.
- Des excuses publiques de la part de Blanquer après que celui-ci nous ait comparé à des preneurs d'otages lorsque nous étions en grève en juin 2019, à des organisateurs d'autodafés à l'automne dernier lors de la lutte contre les E3C et suggéré, au printemps dernier, que les enseignants n'avaient rien fait durant le confinement !

Assez de ce ministre qui a fait de l'injonction contradictoire, du mépris et de l'insulte son mode de gouvernance !